

Les déterminants de la réussite des initiatives exogènes de la diversification des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs

Lala Ranaivomanana¹, Edouard R. Mara¹, Jamal A. Mahafina¹

Correspondence:

Lala Ranaivomanana
École Doctorale des Sciences Marines, Institut Halieutique et des Sciences Marines, Université de Toliara
48B042, Rue Dr Rabesandratana HD
BP 141, Toliara 601, Madagascar
Email: lala.pnae@gmail.com

ABSTRACT

The study conducted in Madagascar explores on the diversification of livelihoods in Madagascar was carried out to identify the determining elements of the livelihood strategies of fishing communities and to bring out the relevant points of intervention to move the system towards sustainable livelihood strategies. The study was carried out in two stages: first, investigations were undertaken in three areas (Toliara-Sud, Ambaro Bay and Belo sur Tsiribihina) in order to assess the livelihood strategies of fishing communities following the theoretical framework advocated by Ashley and Carney (1999). Secondly, more in-depth investigations were carried out on four projects aimed at the sustainable livelihoods of fishing communities, to draw lessons from their implementation while taking into account the contexts in which they were carried out. The study of the diversification of livelihoods in fishing communities in Madagascar first made it possible to highlight the vulnerability of coastal communities. We are in the presence of a population that corresponds to the typology of the poor described by Dissou et al. (2000): generalized poverty at the level of the five forms of Capital according to the concept of "capability" mentioned by Sen (1985, Gondard-Delcroix and Rousseau 2004). We are also in the presence of a very vulnerable population due to its strong dependence on natural resources and a very low diversification of its means of subsistence. Also, the population's only recourse is to develop survival strategies to the detriment, as usual, of natural capital. Lessons learned from the implementation of the four projects reviewed highlight the importance of both entry points and the performance of exit plans. The entry points evoke the need for participation, the determinants of which turn out to be, first, the superposition of the immediate, often economic, needs of the population and the "deferred" needs for the sustainability of natural capital. Active and effective participation also happens to be dependent on respect for the

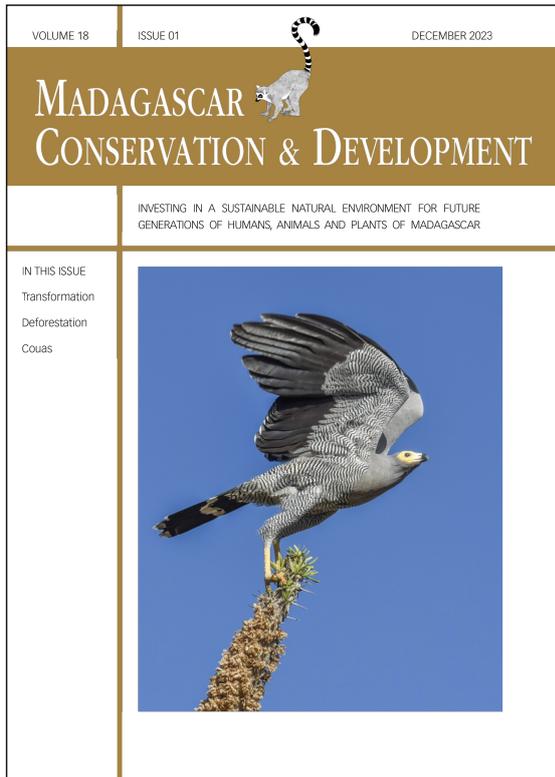
power and decision-making structure actually in force at the local community level. The performance of exit plans depends on the degree of completion of the institutionalization of the structures supporting the participation of local communities. During the examination of the targeted projects, one notices in a notorious way, on the one hand, the quasi absence of an approach by typology which constitutes the base of the approach by the sustainable means of subsistence. On the other hand, it was also noted the failure of an appropriate monitoring-evaluation system which would have allowed any effective and efficient capitalization.

RÉSUMÉ

L'étude de diversification des moyens de subsistance à Madagascar a été réalisée pour identifier les éléments déterminants des stratégies de subsistance des communautés de pêcheurs et à en faire émerger les points d'intervention pertinents pour faire évoluer le système vers des stratégies de subsistance durables. L'étude a été réalisée en deux étapes en commençant par des investigations dans trois zones (Toliara-Sud, Baie d'Ambaro et Belo sur Tsiribihina) pour apprécier les stratégies de subsistance des communautés de pêcheurs suivant le cadre théorique préconisé par Ashley et Carney (1999). En second lieu, des investigations plus approfondies ont été réalisées sur quatre projets visant les moyens de subsistance durable des communautés de pêcheurs, pour tirer des leçons de leur mise en œuvre tout en tenant compte des contextes dans lesquels ils ont été exécutés. L'étude de la diversification des moyens de subsistance utilisés par les communautés de pêcheurs à Madagascar a permis de mettre en relief la vulnérabilité des communautés côtières, conformément à la typologie des pauvres décrite par Dissou et al. (2000) avec une pauvreté généralisée au niveau des cinq formes de capital selon le concept de *capability* ou capacité/aptitude (Sen 1985, Gondard-Delcroix et Rousseau

1 École Doctorale des Sciences Marines, Institut Halieutique et des Sciences Marines, Université de Toliara, 48B042, Rue Dr Rabesandratana HD, BP 141, Toliara 601, Madagascar

Citation Ranaivomanana, L., Mara, E. R., Mahafina, J. A. 2023. Les déterminants de la réussite des initiatives exogènes de la diversification des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs. Madagascar Conservation & Development 18, 1: 31–38. <<https://doi.org/10.4314/mcd.v18i1.4>>



Madagascar Conservation & Development is the journal of Indian Ocean e-Ink. It is produced under the responsibility of this institution. The views expressed in contributions to MCD are solely those of the authors and not those of the journal editors or the publisher.

All the Issues and articles are freely available at <https://www.journalmcd.com>



Contact Journal MCD
info@journalmcd.net for general inquiries regarding MCD
funding@journalmcd.net to support the journal

Madagascar Conservation & Development
Institute and Museum of Anthropology
University of Zurich
Winterthurerstrasse 190
CH-8057 Zurich
Switzerland

io@i

Indian Ocean e-Ink
Promoting African Publishing and Education
www.ioeink.com



MISSOURI BOTANICAL GARDEN

Missouri Botanical Garden (MBG)
Madagascar Research and Conservation Program
BP 3391
Antananarivo, 101, Madagascar

2004). Les populations sont extrêmement dépendantes des ressources naturelles locales sans véritable alternative pour diversifier leurs moyens de subsistance. Leur seul recours consiste ainsi à développer des stratégies de survie au détriment, comme à l'accoutumée, du capital naturel.

Les leçons tirées de la mise en œuvre des quatre projets examinés mettent en exergue l'importance aussi bien des points d'entrée que de la performance des plans de retrait. Les points d'entrée évoquent la nécessité de la participation dont les déterminants s'avèrent être, d'abord, la superposition des besoins immédiats, souvent économiques, de la population et les besoins différés pour la durabilité du capital naturel. La participation active et effective se trouve également être tributaire du respect de la structure de pouvoir et de prise de décision réellement en vigueur au niveau des communautés locales. La performance des plans de retrait dépend du degré d'achèvement de l'institutionnalisation des structures supportant la participation des communautés locales. Les projets ciblés montrent clairement une quasi-absence d'une approche par typologie qui constitue pourtant le fondement de l'approche par les moyens de subsistance durable, ainsi que la défaillance d'un système de suivi-évaluation approprié qui aurait permis toute capitalisation effective et efficace.

INTRODUCTION

Les questions cruciales liées au développement durable ne seront résolues que si les populations sont rassurées de la sécurité de leurs moyens d'existence (de Montalembert 1992). Plus de 30 ans après ces écrits, la problématique reste actuelle. En effet, nombreuses ont été les initiatives d'origine exogène allant dans le sens du développement des communautés de pêcheurs à Madagascar (e.g., Barnes-Mauthe et al. 2013, Gardner et al. 2017). Cette contribution répond à deux questions fondamentales : (i) comment réduire le risque de rejet par la population cible d'une initiative, et (ii) comment maximiser la durabilité des acquis en faveur de la sécurisation des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs à Madagascar. Ralitera (2012) rapportait dans ce sens que des interventions basées sur des approches de développement préétablies ont connu des succès mitigés en termes d'atteinte de leur finalité. Bauman et al. (2004) distinguaient un certain nombre de catégories d'approches du développement entre autres l'approche de développement axé sur les communautés, les approches fondées sur les droits, le développement rural ou la gestion holistique. Ellis et Biggs (2001), en retraçant l'historique de l'évolution des théories sur le développement, mettaient en exergue l'évolution du développement communautaire, de l'intensification agricole et du développement rural intégré pour une préoccupation croissante envers la durabilité du développement.

La défaillance des approches « classiques » a poussé les organisations internationales à prendre en considération, le cadre fondé sur les Moyens d'Existence Durable à l'instar du cadre stratégique de la FAO de 2000, la stratégie de développement rural de la Banque mondiale en 2002, ou celle de la FIDA en 2001. L'Approche fondée sur les Moyens d'Existence (AMED) repose en effet sur le modèle de moyens d'existence de Ashley et Carney (1999) en se basant sur l'approche par les capacités évoquée par Sen (1985).

La science du management stratégique renvoie l'approche de maximisation des chances de réussite des « projets à risques » avant tout à la compréhension des parties prenantes. Les

conditions inhérentes à la variable sociale définie telle que par Breton et Diaw (1992) doivent être considérées dans tout projet de petite pêche durable à Madagascar. La promotion de la diversification est considérée comme un acte de gestion destiné à réduire la pression sur les ressources halieutiques, conformément au Code de conduite d'une pêche responsable (FAO 1995). Une évaluation rétrospective de quelques initiatives de diversification antérieures à Madagascar permettraient de capitaliser les leçons apprises de leurs mises en œuvre pour identifier les déterminants de leurs performances en termes de réduction de la vulnérabilité globale des bénéficiaires et partant de la durabilité de la petite pêche comme principale moyen de subsistance.

MÉTHODES

Les éléments de la méthode ont été construits à partir de deux postulats de base : (i) La diversification des moyens de subsistance serait perçue en tant qu'outil de gestion des ressources halieutiques. Dans un contexte de surexploitation généralisée des ressources halieutiques, l'atténuation de l'effort de pêche présente deux alternatives que sont l'optimisation de la création de la valeur ajoutée tout au long de la filière ou la diversification des moyens de subsistance ; (ii) l'étude de la diversification des moyens de subsistance constituerait le référentiel pour identifier les déterminants des stratégies de subsistance des communautés de pêche pour en faire émerger les points d'intervention pertinents en vue de faire évoluer le système halieutique vers des stratégies de subsistance durable.

Un certain nombre de théories ou principes supportait la méthode pour aborder les questionnements suscités par l'étude. D'une part, la théorie des systèmes impose une vision holistique du système halieutique Garcia et al. (2003) et la théorie sur les capacités de choix (Sen 1985) aborde l'appréhension du développement qui intègre une dimension humaine. D'autre part, le cadre d'analyse des moyens de subsistance présenté par Ashley et Carney (1999) ainsi que le cadre d'analyse de l'approche par les moyens d'existence durable de la FAO (Neely et al. 2004) servent de références opérationnelles.

Trois zones géographiques avaient été sélectionnées pour les études de terrain et caractérisées par leur importance en matière de vulnérabilité des communautés de pêcheurs étant donné la dépendance de ces dernières à la pêche : Toliara Sud avec trois villages de pêcheurs situés le long de la côte sud-ouest de Madagascar (Beheloke, Maromena et Befasy), Belo sur Tsiribihina au niveau de quatre villages (Andramasay, Tambohobe, Andapotaly et Ambakivavao) et la baie d'Ambaro avec quatre villages de pêcheurs (Anjiamanoro, Andemby, Andrahibo et Ampasindava). L'établissement de la typologie de la pauvreté a été basé sur les signes des richesses en termes de moyens de production et des avoirs à la disposition des ménages. L'identification des signes de richesse a été faite avec les informateurs clés en focus groupes au niveau de chacun des 11 villages cibles. Trois classes ont été retenues : les classes pauvre, moyenne et riche. La classification par catégorie a été réalisée sur un échantillon constitué de 40 personnes par village, soit 440 personnes au total.

Quatre projets ont fait l'objet d'examen rétrospectifs : (i) Le Programme sectoriel Pêche (PSP) pour la période 1992-1996 (L'Heureux et al. 1995), (ii) le Projet Plan de Sauvegarde Social et Environnemental mis en œuvre par l'Association SAGE (PSSE), (iii) le Projet de Gestion des Ressources Naturelles Marines au sud de

Toliara mis en œuvre par WWF (PGRN), et (iv) le Projet *Sustaining Life: Empowering Civil Society for Improved Livelihoods and Effective Natural Resources* mis en œuvre par le WWF dans le delta Belo-sur-Tsiribihina (PECS). Les données utilisées dans cette étude ont été extraites de l'Étude de diversification des moyens de Subsistance à Madagascar commanditées par la COI et financé par la FAO Smartfish (Ranaivomanana 2013).

RÉSULTATS

VULNÉRABILITÉ DE LA COMMUNAUTÉ DE PÊCHEUR. La forte dépendance à la pêche était notoire pour les communautés des pêcheurs dans les trois zones. La pêche représentait la principale source de revenus des 90% de la population dans la zone Toliara-Sud, 88% pour la baie d'Ambaro et 87% pour Belo sur Tsiribihina. Par ailleurs, 47% des ménages des communautés de pêcheurs de Toliara-Sud n'ont pas d'activités secondaires, 69% pour la Baie d'Ambaro et 29% dans la zone de Belo sur Tsiribihina.

La typologie de la pauvreté sur l'ensemble des trois zones (moyenne des moyennes) a montré la prédominance des classes moyenne (46,9%) et pauvre (39,8%) des ménages, et une minorité de 13,3% classée dans le type riche. Dans la zone de Toliara-Sud, 40,0% de la population se trouvaient dans la classe des pauvres, 55,0% dans la classe moyenne et 5,0% dans la classe des riches (Tableau 1). Dans la zone de la baie d'Ambaro, 28,1% se trouvaient dans la classe des pauvres, 53,1% dans la classe moyenne et 18,8% dans la classe des riches (Tableau 2). Dans la zone de Belo sur Tsiribihina, 51,3% de la population se trouvaient dans la classe des pauvres, 32,5% dans la classe « moyenne » et 16,3% dans la classe des riches. (Tableau 3).

La classe des pauvres se distinguait de celles des riches et de la classe moyenne par les moyens de production, les pauvres ne possédaient généralement pas de filets voire de pirogues, et se

Tableau 1. Typologie selon les classes de richesse pour les trois villages de la zone Toliara Sud.

Typologie	Caractéristiques	%	Nb de réponses
Riche	Possède un cheptel caprin ou ovin Detient une épicerie-bar, ou une salle de projection vidéo Dispose de plus d'un filet Maison en dur ou en tôle Mareyeur ou sous-collecteur	5.0%	6
Moyen	Dispose d'un filet Dispose d'au moins une pirogue	55.0%	66
Pauvre	Ne possède pas de filets, mais seulement de la ligne Vendeur de café et de beignets ou de galettes	40.0%	48
		100.0%	120

Tableau 2. Typologie selon les classes de richesse pour les quatre villages de la zone de la baie d'Ambaro.

Typologie	Caractéristiques	Pourcentage	Nombre de réponses
Riche	Maison en dur ou demi dur Tenue vestimentaire modeste Très respecté et considéré lors des prises de décision au cours d'une réunion Nombre de bovins supérieur à 30 Matériel et équipement de pêche complet (vedette, pirogue à voile, filets) Sociable Avec moto	18.80%	30
Moyen	Maison en demi dur/ maison en tôle ou en falafa Tenue vestimentaire modeste Respecté et considéré lors des prises de décision au cours d'une réunion de village Avec moto Nombre de bovins inférieur à 30 Matériel et équipement de pêche plus ou moins complet (i.e. peut avoir le filet de pêche mais sans pirogue ou le contraire) Aime beaucoup faire plaisir (consommer du katht)	53.10%	85
Pauvre	Maison en falafa Mauvaise tenue vestimentaire Peu considéré lors des prises de décision au cours d'une réunion de village Nombre de bovins inférieur à trois Pas de matériel et équipement de pêche incomplet Consommateur de kath ou d'alcool Ne veut pas travailler Travail journalier	28.10%	45
Totaux		100%	160

trouvaient dans la plupart des cas dans l'obligation d'en louer. Les riches exerçaient le métier de mareyeur ou de sous-collecteur en dehors de la pêche et les pauvres tiraient essentiellement leur revenu de la pêche maritime. Pour la typologie des riches, les principales contraintes aux moyens de subsistance déclarées sont le problème de la conservation de produits pêchés, l'inexistence de local de conditionnement et le problème d'écoulement de produits. Pour les typologies moyen et pauvre, la principale contrainte déclarée était le côté rudimentaire des moyens de production.

La perception des risques était sensiblement la même quelle que soit la typologie. Les chocs évoqués par population de Toliara-Sud étaient le mauvais temps, les cyclones, la sécheresse et les maladies. Pour la baie d'Ambaro, il s'agit du *varatraza* qui est un vent du Sud de l'inaccessibilité des routes, des plantes ou insectes nuisibles pour les plantations, des maladies des volailles et de la sécheresse. Quant à Belo sur Tsiribihina, la population évoquait comme principaux chocs le mauvais temps, la période de soudure liée au *tsioky antimo* (vent d'alizé), cyclones, maladies, pression anthropique et insécurité.

Pour répondre aux chocs, les ménages—surtout les pauvres—développaient des stratégies de survie. Pour les communautés de Toliara-Sud, il s'agissait essentiellement de l'endettement pour avoir accès aux facteurs de production ou pour faire face aux fêtes coutumières et obligations sociales. Certains ménages optaient également pour l'adaptation du type et quantité de nourriture au cours de l'année. Pour améliorer les moyens d'existence, les stratégies adoptées par les ménages de la zone Toliara Sud consistaient en la minimisation des risques et optimisation des ressources par la diversification des activités (transformation des produits halieutiques, petit commerce, cultures maraîchères, cultures de *tanety*, exploitation de la forêt ou production charbon de bois). Dans les zones de Belo sur Tsiribihina et de la baie d'Ambaro, il s'agissait d'emprunts auprès des collecteurs contre la session future des produits de la pêche à venir. Il pouvait aussi s'agir de l'augmentation de l'effort de pêche journalière et de la mobilisation de la main d'œuvre familiale pour la pêche au large ainsi que de l'automédication pour les pauvres. Pour améliorer leurs moyens d'existence, il a été noté un développement embryonnaire de quelques stratégies évolutives visant la minimisation des risques par la diversification des activités dont la culture de riz, de manioc, d'arachide ou de lentille.

Il a été noté des grandes différences entre les axes d'intervention pour améliorer la stratégie de subsistance par typologie de richesse. La stratégie adoptée par les riches consistait en la mise en place d'institutions de microfinance, l'installation d'un médecin résident, la construction d'un débarca-

Tableau 3. Typologie selon les classes de richesse dans quatre villages de la zone de Belo sur Tsiribihina.

Typologie	Caractéristiques	Pourcentage	Nombre de réponses
Riche	Maison en bois, très grande / Possède un boutre et un grand filet / Sous-collecteur de produits frais destinés à la transformation Possède un groupe électrogène et un appareil vidéo / Épicerie Pirogue et filet loués aux petits pêcheurs contre produits halieutiques / Sous-collecteur Grand filet Pirogue et filet loués aux petits pêcheurs	16.30%	26
Moyen	Mareyeur / Possède une pirogue et un filet Pirogue et filet à louer aux petits pêcheurs Éleveur de volaille	32.50%	52
Pauvre	Pirogue et filet facultatifs / Loue le filet ou la pirogue / Pêche aux crabes, aux crevettes et aux chevaquines comme activité principale	51.30%	82
Totaux		100%	160

dère et la connexion du village à un réseau téléphonique. Pour la typologie des moyens, le principal axe stratégique identifié allait vers l'amélioration des moyens de production.

ÉVALUATION DES INITIATIVES DE DIVERSIFICATION. Le projet de développement communautaire intégré de la pêche traditionnelle sur la côte Sud (PSP) a démarré en 1994 par l'Administration des Pêches de Madagascar pour l'amélioration des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs. Le projet intervenait directement dans le développement de la pêche traditionnelle dans sept sites (Maromena, Soalara, Anakao, Itampolo, Ambohibola, Androka et Beheloka) dans le Sud-ouest de Madagascar. Le PSP a été conçu dans l'optique d'une approche intégrée qui tenait compte à la fois des aspects techniques du développement de la pêche et des besoins socio-économiques des communautés de pêcheurs. Le PSP faisait également appel à la contribution de divers intervenants en fonction de leurs domaines de compétence et de leurs possibilités financières. La participation des pêcheurs et de leurs communautés aux Projets étant évoquée comme une condition nécessaire à la réalisation de toutes les activités. À ce titre une Association pour le Développement des Pêcheurs (ADP) par village avait été mise en place. Elle constituait une plateforme de discussions et de mobilisation relative à la gestion des pêches et cautionnait le choix des bénéficiaires dans le cas des crédits qui contribuent à améliorer les conditions de vie du village. Les ADP offraient alors un cadre pour les discussions relatives à l'exploitation des ressources et mobilisaient la population dans la réalisation d'activités qui contribuent à améliorer les conditions de vie du village. Les activités ont touché quelques 2 000 pêcheurs en termes de renforcement des capacités en techniques de transformation de produits et 15 000 personnes au moins pour les microréalisations. Plus de 200 pêcheurs et 40 mareyeurs regroupés dans des groupements d'intérêt professionnel ou des petites unités de pêche (4 à 20 membres) avaient bénéficié de la mise en œuvre d'un système de crédit autogéré (vente à crédit de matériels de pêche, et celle des infrastructures de traitement des poissons). Visant l'amélioration des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs toutes les catégories de capitaux ont été supportés par l'initiative : (i) le capital humain à travers le renforcement des capacités des pêcheurs en termes de techniques de pêche, de conservation et de commercialisation des produits ; (ii) le capital naturel à travers l'instauration d'une pêche durable, (iii) le capital physique à travers les microprojets d'infrastructures d'intérêt général touchant la santé, la scolarisation ou la commercialisation (piste, adduction d'eau, écoles, marchés, dispensaires, etc.), et (iv) le capital financier du pêcheur par l'amélioration du revenu des pêcheurs à travers l'amélioration de l'accès aux moyens de production.

Le Projet d'Appui du GEF/PNUD au PEIII pour l'amélioration du niveau de vie des pêcheurs ou Plan de Sauvegarde Social et Environnemental (PSSE) a été lancé conjointement par l'Administration chargée de l'Environnement et celle des Pêches de Madagascar, avec comme objectif l'amélioration du niveau de vie des petits pêcheurs autour des aires marines protégées de Nosy Ve, Anakao dans le Sud-Ouest de Madagascar. La principale hypothèse soutenant le projet voulait que « des revenus sont générés pour les communautés par la valorisation de la biodiversité ». Le Projet serait ainsi supporté par une logique théorique à deux dimensions que sont (i) les incitations écono-

miques et (ii) la participation. En termes de mode de participation, le PSSE a opéré sur plusieurs niveaux : les communautés de base, les plateformes de concertation œuvrant pour la conservation et le développement, les services techniques, les partenaires et les décideurs (Ministères, GEF /PNUD et PSDR). Le projet s'était attelé à la mise en place des communautés de base (CoBa) qui constituaient les interlocuteurs du projet et servaient de passerelle pour atteindre toutes les communautés. Les activités entreprises tournaient autour de l'amélioration/institution de l'organisation de gestion des ressources par la formation et sensibilisation des acteurs et le développement des filières durables par la promotion de la pêche responsable, la rationalisation de l'exploitation des coquillages et le développement de l'écotourisme. Les activités du projet touchaient quelques 2 960 pêcheurs piroguiers et à pieds. En termes d'amélioration des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs, bien que le capital naturel constitue la principale cible du projet, il viserait implicitement le capital monétaire des pêcheurs par l'amélioration des revenus grâce aux filières pêches durables mises en place et développées avec l'utilisation de nouvelles techniques de pêche, le respect des normes des engins de pêche et l'organisation de la commercialisation. Le développement des filières de la petite pêche autour du complexe récifal de Nosy Ve a permis une amélioration des rendements de pêche entre la période 2008 et 2010 à cause d'une meilleure maîtrise des nouvelles techniques de pêche. En effet, la pêche aux poissons pélagiques à la palangre passait de 60 kg/mois à 267 kg/mois, la pêche aux gros poissons pélagiques à la ligne de traîne passait de 6 kg/j à 10 kg/j; et la pêche au calmar passait de 2,7 kg/j jour à 4,6 kg/j (rapport de suivi du projet). Il a également été constaté que les revenus des pêcheurs pratiquant la pêche au large avec les nouvelles techniques (palangrotte, palangre de fond, palangre pélagique) était 91,5% plus élevé que celui des pêcheurs avec les engins traditionnels (ligne simple, filet maillant de petite maille, petite senne de plage) dans les lagons et récifs.

Le Projet Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) Marines au sud de Toliara lancé par le WWF à Madagascar sous tutelle conjointe de l'Administration chargée de l'Environnement et celle des Pêches de Madagascar avait l'objectif de réaliser une gestion durable des ressources marines. Le PGRN intervenait pour l'amélioration du niveau de vie des pêcheurs dans quatre localités : Itampolo, Ambohibola, Maromena/Befasy et Beheloke, le long du littoral du sud-ouest de Madagascar. L'hypothèse soutenant le projet était que la mise en place de la gestion participative permettrait d'atteindre une gestion durable des ressources marines dans les sites cibles du projet. En termes de participation, le PGRN s'était attelé à la mise en place des Comités de Gestion de pêches qui servaient de passerelle pour atteindre toutes les communautés de pêcheurs et pour la mobilisation de la population dans la réalisation des activités. Les activités consistaient en la mise en place d'un système de communication entre les porteurs d'enjeux, la création d'un environnement favorable à l'instauration de la gestion participative, la responsabilisation effective des communautés de pêcheurs pour la gestion des ressources marines et le développement des Activités Génératrices de Revenus (hors pêche). Les activités ont touché quelques 680 pêcheurs dans les quatre sites. Bien que le capital naturel constituait la principale cible du projet, il viserait implicitement le capital monétaire des pêcheurs par l'amélioration des revenus grâce à une meilleure gestion des ressources halieutiques. En

termes de capital naturel, les impacts du projet se manifestaient par l'amélioration de l'état de santé de l'écosystème récifal. À titre illustratif, la population d'Itampolo assimilait l'amélioration de la santé du récif par la réapparition de certaines espèces de poisson comme *angarera* (Haemulidae), *ambatsoy* et *lovo* (Serranidae) et *fianakoho* (Chaetodontidae) qui avaient été précédemment disparues et par la réduction de quelques espèces indiquant une mauvaise santé de l'écosystème du récif comme le *bodoloha* (Scaridae) et le *fiantsifa* (Acanthuridae). Il a été évoqué que la production moyenne avait augmenté pour le poulpe (11,1 kg/j/ pêcheur contre 3,4kg), pour le calmar (7,2 kg contre 2,7 kg), pour les langoustines (10,4 kg contre 0,9 kg), pour les concombres de mer (13,2 kg contre 9,4 kg) et pour les poissons (10,3 kg contre 8,5 kg). Grâce à cette amélioration de la production, le capital monétaire des pêcheurs devait implicitement être renforcé. Certains indices permettraient en effet de noter un léger changement dans les revenus des pêcheurs. On peut citer par exemple les nouvelles constructions ou l'acquisition d'appareils ménagers. Évidemment, le rapport causal entre l'augmentation du revenu et les actions du projet reste encore hypothétique. Cependant, étant donné que la pêche est l'activité primaire de la population locale et qu'aucun développement d'autres activités alternatives n'a été noté, l'amélioration de la Capture par Unité d'effort (CPUE) pourrait être liée dans une certaine mesure à l'augmentation du revenu des petits pêcheurs.

Le Projet *Sustaining Life: Empowering Civil Society for Improved Livelihoods and Effective Natural Resources* (PECS) a été lancé par le WWF MPWIO sous tutelle conjointe de l'Administration chargée de l'Environnement et celle des Pêches de Madagascar avec pour objectif d'instaurer la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des moyens de subsistances des communautés cibles. Le PECS intervenait pour le renforcement des capacités des communautés de base dans le delta Belo-sur-Tsiribihina et Manambolo, pour préserver la perte de services écologiques. Le renforcement des capacités des communautés de base devait permettre d'assurer la disponibilité à long terme des ressources. Le mécanisme mis en place pour soutenir la participation active des bénéficiaires a été focalisé sur le renforcement des capacités à tous les niveaux. Cela a été supporté par une communication à la fois horizontale et verticale, à travers des conventions de collaboration pour les organisations de la société civile partenaires (appui technique et financier), et à travers l'opérationnalisation de la commission régionale. Les principales activités développées par le projet consistaient à renforcer la capacités des communautés villageoises pour qu'elles puissent prendre contrôle de l'amélioration de leur condition de vie, pour qu'elles s'impliquent d'une manière active dans la gestion des ressources naturelles et participent au processus de développement au niveau du complexe des mangroves et écosystèmes terrestres de Manambolamaty et Tsiribihina ; mais aussi à renforcer les capacités des organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles pour qu'elles puissent servir d'appui permanent auprès des communautés villageoises pour les enjeux et défis de la gestion des ressources naturelles. Les bénéficiaires directs des activités étaient avant tout les communautés de pêcheurs et les ONG œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement. La participation des bénéficiaires se manifestait essentiellement par la mise en œuvre de certaines activités et

dans le processus de prise de décision au niveau local, communal et régional, ainsi que par l'émission d'une déclaration conjointe à travers des plateformes de certification (ex : CRGISC <https://www.isaca.org/credentialing/crisc>). Bien que le capital naturel ait constitué la principale cible du projet, il visait implicitement le capital monétaire des pêcheurs grâce aux services écologiques fourni par l'écosystème des mangroves. Les activités du projet donnaient aussi une place centrale au capital social des membres des communautés qu'elles pouvaient mobiliser pour améliorer leur stratégie de subsistance et leur bien-être.

DISCUSSION

L'étude avait pour objectif d'identifier les déterminants des stratégies de subsistance des communautés de pêche et d'en faire émerger les points d'intervention pertinents pour faire évoluer le système vers des stratégies d'existence durables, basées sur une petite pêche durable. Sur notre échantillonnage de 440 répondants de 11 villages, 86,7% des pêcheurs appartenaient à des classes pauvre et moyenne. Cette moyenne est légèrement supérieure au taux enregistré pour l'ensemble du pays qui est de 83,4 % de la population en milieu rural exprimé en termes de pauvreté matérielle, malgré les différences de méthodologie (INSTAT et CCER 2020, p 95). D'une manière générale, ces ménages avaient une très faible dotation en capital, dans toutes ses composantes dont le capital humain, le capital social, le capital financier, le capital naturel, et le capital physique. Peu d'opportunités s'offraient à eux et ils faisaient face à des risques importants inhibant la capacité des individus tels les risques physiques dus aux aléas des marchés, risque social de transgression des traditions, risques inhérents à l'impuissance des structures institutionnelles ou d'encadrement valables ou risques socio-politiques. Ces ménages étaient donc dans une situation d'extrême vulnérabilité (Gondard-Delcroix et Rousseau 2004), plus particulièrement, dans la zone de la baie d'Ambaro, bien que les revenus de la population étaient apparemment élevés, la part exagérée allouée aux dépenses improductives appauvrit d'une manière considérable le capital monétaire.

Pour satisfaire ses besoins, la stratégie de subsistance qu'adopte l'individu dépend de deux facteurs aue sont les dotations en capital d'une part et l'appréciation des risques d'autre part. Les ménages de type moyen à pauvre n'ont pratiquement pas d'épargne liquide et n'ont généralement accès à aucun établissement financier pour le capital monétaire. En matière de capital humain, le faible niveau de scolarisation des chefs de ménages associé à celui des enfants en âge scolaire ne sont pas de bons indicateurs de potentialité (Ranaivomanana 2013). Quant au capital naturel, l'état de dégradation des écosystèmes en général ne constitue en aucun cas un bon présage (Ranaivomanana 2013). Pour le capital social, le degré de liberté laissé par les différents pouvoirs peut engendrer autant d'opportunités que de contraintes aux capacités de choix pour tous les individus (Gondard-Delcroix et Rousseau 2004). Les préoccupations de survie étant mises en avant, ces considérations justifiaient l'adoption par la population d'une stratégie de subsistance défensive, i.e. motivée uniquement par la prévention des risques. Il s'agissait en effet, d'augmenter la production par l'adoption d'engins de pêche moins sélectifs ou d'étendre des zones de pêche. Ce phénomène se manifestait par l'augmentation de la taille des pirogues pour aller plus loin à la recherche des nouvelles zones poissonneuses, la réduction du maillage des filets

pour capturer les poissons de petite taille, l'augmentation du nombre d'hameçons et l'augmentation de la longueur des filets qui pouvaient atteindre 100 mètres de profondeur ou l'utilisation simultanée de plusieurs filets. L'adoption de stratégie de diversification des moyens de subsistance s'avérait rare.

Pour appréhender l'efficacité des réponses apportées par les projets d'intervention en vue d'améliorer la durabilité des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs bénéficiaires, la discussion doit se concentrer sur le diagnostic des interventions. Le diagnostic consiste à identifier les paramètres qui permettent d'éclairer les déterminants du succès ou de l'échec des interventions par rapport à leur stratégie de mise en œuvre.

DE LA PARTICIPATION VERS SON INSTITUTIONNALISATION. La participation est ici définie comme tout processus qui aide des individus à influencer les prises de décision qui les affectent et à prendre une certaine part dans le contrôle de ces décisions. L'institutionnalisation est considérée comme l'officialisation des mécanismes de participation en vue d'une reconnaissance et d'une appropriation par tous les porteurs d'enjeux sur la problématique à laquelle le projet veut s'attaquer. Les quatre projets étudiés ont permis de confirmer la place de la participation » et de son institutionnalisation» comme facteurs déterminant du succès ou de l'échec de la mise en œuvre de projets. Dans ces quatre projets, le diagnostic montrent une structuration à deux niveaux imbriqués pour promouvoir la participation : (i) au niveau des communautés de pêcheurs avec des promoteurs du projet facilitant la mise en place d'associations villageoises qui servaient essentiellement de plateforme de discussions et de mobilisation de la population dans la réalisation des activités, et (ii) au niveau de l'encadrement où le promoteur s'intégrait dans un réseau d'acteurs d'encadrement existant (souvent d'une manière informelle) pour une meilleure harmonisation de ses interventions et pour une certaine économie d'échelle dans la réalisation.

L'absence d'implication des structures communautaires dès la phase de planification stratégique du projet inhibait la pertinence du projet et ne pouvait que limiter son efficacité dans la réalisation de l'objectif annoncé. L'exemple du PSP est à cet effet révélateur avec des activités portant sur le traitement des produits halieutiques alors même que la population cible n'avait pas perçus une telle problématique ; ces activités ont connu un succès mitigé. Ce taux de participation n'aurait pas permis de justifier la pertinence du problème objet du projet par rapport aux priorités locales. Par contre, le PGRN et le PSSE ont connu un certain succès grâce à l'implication des structures communautaires dès la planification des activités.

L'institutionnalisation des structures communautaires contribue à renforcer l'ancrage d'un projet et partant sa durabilité (Ranaivomanana 2013). Les possibilités pour les communautés de pêcheurs d'assumer la poursuite de l'opération après une assistance temporaire d'un projet ont été inhibées faute d'institutionnalisation des structures communautaires érigées, dans le cas du PSP. Par contre, la durabilité des impacts a été facilitée par l'institutionnalisation des communauté villageoises (VOI) et des plateformes de concertation dans le cadre du PSSE. Il en est de même pour les comités de gestion des pêches lancés par le PGRN, ainsi que le CREPA dans le cadre du PECS. L'intégration du promoteur du projet dans un réseau d'acteurs d'encadrement pourrait améliorer d'une manière probante l'efficacité et l'efficience du projet par une meilleure harmoni-

sation des activités engendrant une certaine économie d'échelle. L'appel à contribution de divers intervenants par PSP, lui permettait de jouer le rôle de catalyseur du développement. Les interventions harmonieuses de ces acteurs avaient permis de faire front aux diverses facettes de la capacité de choix des communautés. Une telle opportunité n'a pas permis aux projets PGRN et PECS de mobiliser la participation selon la logique théorique à deux dimensions que sont les incitations économiques et la participation.

DE L'IMPORTANCE DE LA PORTE D'ENTRÉE À LA NÉCESSITÉ DU PLAN DE RETRAIT. On entend par « porte d'entrée » le point d'intervention appropriée au démarrage du projet. Il est exprimé aussi bien en termes d'action qu'en termes d'acteurs. La porte d'entrée conditionne le temps nécessaire pour la mobilisation des porteurs d'enjeux en faveur du projet et pour l'appropriation par ces derniers de la logique du projet. Le plan de retrait est défini comme la stratégie permettant d'éliminer le soutien externe et de conserver les acquis du projet. Le plan de retrait devrait être mis au point au début de la mise en œuvre des projets. Les études de cas ont permis de confirmer la place qu'occupent la porte d'entrée et le plan de retrait comme facteurs déterminants du succès ou de l'échec de la mise en œuvre des interventions en faveur des moyens d'existence et la durabilité des acquis (e.g., Gardner et al. 2017).

Au point de vue des acteurs, la porte d'entrée la plus efficace serait celle qui respecte le système de pouvoir au niveau local d'autant qu'en parallèle de la structure administrative, l'organisation traditionnelle occupe une place prépondérante dans la vie quotidienne de la population rurale à Madagascar. À ce titre, nous empruntons à Fauroux (2002) un argumentaire incontestable : « *Le résultat concret d'une intervention...est avant tout le produit des jeux d'acteurs... Dès lors, on ne peut pas concevoir et mettre en œuvre une action de développement pertinente, sans comprendre le contexte local, les acteurs et leurs logiques* ». Un meilleur ciblage de la porte d'entrée respectant à la fois la tradition locale, le système de pouvoir local et la hiérarchie administrative contribuait au bon ancrage des PSSE et PGRN, ce qui leur permettait une mobilisation exceptionnelle des communautés. PSP et PECS qui s'étaient attelés à la mise en place d'associations regroupant les pêcheurs sans prendre en compte le système local de pouvoir, illustrent le cas de manquement à cette règle. L'explicatif de la nécessité d'un effort de sensibilisation pour le lancement de ces projets s'expliquerait par la constatation de Fauroux (2002, cité par Ranaivomanana 2006) qui a mis en exergue que « *confronté à toute intervention : l'individu qui détient le pouvoir local use des moyens en sa possession pour la détourner à son profit... S'il ne le peut pas, ..., il développe des stratégies visant à annihiler les effets de l'opération qu'il perçoit comme négatifs* ».

Du point de vue action, la porte d'entrée le plus efficace serait celle qui met en exergue la logique d'incitation économique comme levier de la mobilisation de la participation. Les lacunes observées au niveau de la porte d'entrée « acteur » pour le PSP ont été comblées par un meilleur ciblage de la porte d'entrée « action » en offrant un mobile économique à la participation. En effet, le projet a pu jouer pleinement le rôle de catalyseur du développement grâce à la mobilisation des financements orientés vers le renforcement du capital humain. Le projet a également pu mettre en relief son apport tangible dans le capital monétaire du pêcheur avec les nouvelles méthodes de pêche plus perfor-

mantes. Le PSSE a pu améliorer davantage l'efficacité de sa porte d'entrée par sa capacité d'apporter une preuve tangible à l'amélioration du revenu des bénéficiaires : utilisation de nouvelles techniques de pêche, respect des normes des engins de pêche, organisation de la commercialisation. Dans une moindre mesure, le PGRN aurait été handicapé par le développement encore au stade embryonnaire des alternatives génératrices de revenus hors pêche.

L'internalisation et institutionnalisation de la participation conditionnent non seulement la facilitation de la mise en œuvre mais surtout aussi l'efficacité du plan de retrait. Cette institutionnalisation de la participation se reflète par la mise sur pied des institutions au niveau locales qui devraient pouvoir agir sur la formulation des politiques pour créer un milieu porteur. La mise en relation des pêcheurs avec des collecteurs de produits à travers des contrats et par l'institutionnalisation d'une charte d'accès aux ressources auraient contribué à assurer la durabilité des acquis du PSSE. L'institutionnalisation des comités de gestion et des dina, à savoir un ensemble de règles coutumières organisant la société, ont contribué à la réussite de l'appropriation des interventions du PGRN. Mais à un degré moindre, la durabilité des acquis serait handicapée par l'inachèvement de l'implémentation du régime de cogestion, prévue comme stratégie de renforcement du Plan de retrait. L'inexistence d'un plan de retrait approprié a lourdement handicapé la durabilité du PSP.

CONCLUSION

DE LA NÉCESSITÉ DE L'APPROCHE PAR LES MOYENS D'EXISTENCE DURABLE. Il conviendrait de mentionner qu'aucun des projets examinés n'a pas privilégié l'AMED. Toutefois, les observations ont permis de prendre note des grandes différences entre les axes d'intervention pour améliorer la stratégie de subsistance par typologie de richesse, même si la perception des risques étaient apparemment les mêmes quel que soit la classe de richesse. Comme 86,7% des ménages étaient classés dans les catégories « moyen et pauvre », pour qu'une intervention réussisse, il aurait fallu trouver une typologie appropriée à la classe « moyen et pauvre ». Pour les typologies « moyen » et « pauvre », le principal axe stratégique identifié et priorisé avait montré une amélioration perceptible des moyens de production alors que pour les riches, la stratégie consistait entre autres en la construction d'un débarcadère, la mise en place d'institutions de microfinance, et en la connexion du village à un réseau téléphonique.

Cela expliquerait tout d'abord le succès et partant la durabilité des interventions se concentrant sur les techniques de pêche. Cela explique aussi corollairement la difficulté rencontrée par les interventions ciblant sur le développement de la petite pêche avec des ambitions comme la construction des débarcadères, l'amélioration des techniques de réduction des pertes post captures, et l'amélioration des performances en matière de commercialisation. Ces ambitions demeurent néanmoins indispensables pour un véritable développement de la petite pêche, mais nécessite outre des plans d'entrée et de retrait robustes, une preuve tangible des composantes liées aux activités liées à l'amélioration des captures de pêche par les petits pêcheurs.

Le recours à l'AMED pour le développement des communautés rurales vulnérables est une tendance incontournable. L'étude commanditée par la FAO portant sur les effets de l'AMED

sur la pauvreté rurale dans 12 pays ruraux (Nelly et al. 2004) concluait que « les approches fondées sur les moyens d'existence peuvent vraiment contribuer à la réduction de la pauvreté si elles sont appliquées de façon efficace ». Notre investigation portant sur les quatre projets ciblés ont permis de faire ressortir les éléments clés de la réussite d'une intervention qualifiée d'exogène (ce qu'on croyait savoir) mais toute généralisation requiert bien évidemment des recherches plus approfondies.

RÉFÉRENCES

- Ashley, C. et Carney, D. 1999. Sustainable Livelihoods: Lessons from Early Experience. Department for International Development, London. Disponible en ligne <<https://www.semanticscholar.org/paper/Sustainable-livelihoods%3A-lessons-from-early-Ashley-Carney/aeb17d5b30bc79d880592b9fed9aa704adad58a6>>
- Barnes-Mauthe, M., Oleson, K. L. & Zafindrasilivonona, B. 2013. The total economic value of small-scale fisheries with a characterization of post-landing trends: An application in Madagascar with global relevance. *Fisheries Research* 147: 175–185. <<https://doi.org/10.1016/j.fishres.2013.05.011>>
- Baumann P., Bruno M., Cleary D., Dubois O. et Flores X. 2004. Les Approche de Développement centrées sur les Gens mise en œuvre à la FAO. Quelques Leçons pratiques. FAO, Programme d'Appui aux Moyens d'Existence. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/3/j3137f/j3137f00.htm>>
- Breton, Y. et Diaw, C. M. 1992. La variable sociale. In: *Recherches Interdisciplinaires et Gestion des Pêcheries. Projet CIEO-890276*. J.-C. Brêthes & A. Fontana (eds.), pp 111–146. Centre International d'Exploitation des Océans, Halifax, Canada.
- Dissou, Y., Dorosh, P., Dostie, B., Glick, P., Haggblade, S., et al. 2000. Pauvreté à Madagascar : Défi Public et Stratégies des Ménages. Institut National de la Statistique, Madagascar. Disponible en ligne <<https://www.cfrpp.cornell.edu/images/wp114.pdf>>
- Ellis, F. & Biggs, S. 2001. Evolving themes in rural development. *Development Policy Review* 19, 4: 437–448. <<https://doi.org/10.1111/1467-7679.00143>>
- FAO 1995. Code de Conduite pour une Pêche Responsable. FAO, Rome, Italie. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/publications/card/fr/c/ca43187e-3439-5363-adee-1cb81e980dac>>
- FAO 2000. Enseignements : Qu'est-ce que l'approche fondée sur des moyens de subsistances durables? In: *Expériences et Enseignements de Différentes Organisations*. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/3/X7749f/x7749f06.htm>>
- Fauroux, E. 2002. Comprendre une Société Rurale: Une Méthode d'Enquête Anthropologique appliquée à l'Ouest malgache. Institut de Recherche pour le Développement, Éditions du Gret, France. Disponible en ligne <https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-06/010031591.pdf>
- Garcia, S. M., Zerbi, A., Aliaume, C., Do Chi, T., Lasserre, G., et al. 2003. The Ecosystem Approach to Fisheries. Issues, Terminology, Principles, Institutional Foundations, Implementation and Outlook. FAO Fisheries Technical Paper No. 443. FAO, Rome. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/documents/card/en?details=701c6108-e79d-57bb-87d8-eeb85effb2cd/>>
- Gardner, C. J., Latham, J. E. & Roccliffe, S., 2017. Intended and unintended outcomes in fisheries learning exchanges: Lessons from Mexico and Madagascar. *Marine Policy* 77: 219–226. <<https://doi.org/10.1016/j.marpol.2016.04.040>>
- Gondard-Delcroix, C. et Rousseau, S. 2004. Vulnérabilité et stratégies durables de gestion des risques: Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar. In: *Les Dimensions Humaine et Sociale du Développement Durable. Développement Durable & Territoires: Dossier 3*. <<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1143>>

- INSTAT et CCER 2020. Institut National de la Statistique, Cellule Centrale d'Exécution du Recensement. Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3). Résultats Globaux du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2018 de Madagascar (RGPH-3). Tome 1, pp i-xxxii, 1-160.
<<https://www.instat.mg/wp-content/uploads/Resultat-globaux-RGPH3-Tome-01.pdf>; https://madagascar.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/resultat_globaux_rgph3_tome_01.pdf>
- L'Heureux, R., Weigel, J.-Y., Rabesalama, R. 1995. Évaluation du Programme Sectoriel Pêche PNUD/FAO/Mag/92/004. Rapport non publié. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/3/AC048F/AC048F00.htm#TOC>>
- de Montalembert, M. R. 1992. Intersectoral policy linkages affecting the forestry sector. In: *Priorities for Forestry and Agroforestry Research*, pp 79-92. International Food Policy Research Institute, Washington DC, USA. Livre disponible en ligne
<<https://www.ifpri.org/publication/priorities-forestry-and-agroforestry-policy-research>>
- Neely, C, Sutherland, K. et Johnson, J. 2004. Les Approches fondées sur les Moyens d'Existence durables ont-elles un Effet positif sur la Pauvreté rurale? Revue et Analyse de Douze Études de Cas FAO. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/documents/card/fr/c/7d62e68d-252c-55c7-9196-4d3661bc83fc>>
- Ralitera, S. T. 2012. Essai sur l'Approche des Moyens d'Existence durable dans la Vie d'un Village rural. Cas du Village rural d'Ambohimiara. Mémoire de Maîtrise en Sociologie. Université Antananarivo. Disponible en ligne <http://biblio.univ-antananarivo.mg/pdfs/raliteraSamsonT_SOCIO_M1_12.pdf>
- Ranaivomanana, L. N. J. 2006. Identification des Conditions d'Appropriation de la Gestion Durable des Ressources Naturelles et des Écosystèmes: « Cas du Grand Récif de Toliara ». Thèse de Doctorat, Université de Rennes, France et Université de Toliara, Institut Halieutique et des Sciences Marines, Madagascar. Disponible en ligne
<<https://halieutique.institut-agro-rennes-angers.fr/files/fichiers/pdf/932.pdf>>
- Ranaivomanana, L. 2013. Étude de Diversification des Moyens de Subsistance à Madagascar. Report/Rapport No. SF-FAO/2013/26. FAO-SmartFish Programme of the Indian Ocean Commission, Ebene, Mauréitius. Disponible en ligne <<https://www.fao.org/3/az042f/az042f.pdf>>
- Sen, A. 1985. *Commodities and Capabilities*. Oxford University Press, Oxford, U.K. Version 1987 disponible en ligne
<<https://archive.org/details/dli.ernet.474268/page/n1/mode/2up>>